

# Législatives. Quelle position sur la centrale au gaz ?

Jusqu'à vendredi, nous balayons cinq grandes thématiques avec les candidats aux législatives. Première question aujourd'hui : « La centrale au gaz ne se fera pas dans la circonscription : bonne ou mauvaise nouvelle ? »

*On se souvient que ce projet avait suscité une vive opposition à Brennilis, avant que la commune de Landivisiau ne soit finalement retenue.*



## LÉGISLATIVES

**Dominique Cap (divers droite).** Cette centrale est indispensable dès lors qu'on constate qu'entre 2003 et 2012, la consommation bretonne d'électricité a progressé de plus de 20 %. Cette dynamique est deux fois supérieure à la tendance nationale.

Le pacte électrique breton, signé le 14 décembre 2010, est un engagement de l'ensemble des acteurs bretons de l'énergie à relever le défi de la fragilité électrique autour de trois axes : maîtrise de la demande en électricité, développement des énergies renouvelables (éolien terrestre, éolien offshore et énergies mari-

nes...)

Il faut savoir ce que l'on veut : prendre son destin en main, sauver et développer l'emploi, lutter contre la désertification... Oui, j'aurais souhaité que cette centrale se fasse à Brennilis. D'autres élus locaux, de toutes tendances politiques, comme Jean-Yves Crenn, président de la Communauté de communes du Yeun Elez, ou encore Jean-Victor Gruat, maire de Brennilis, partagent la même analyse.

**Richard Ferrand (PS).** Mauvaise nouvelle pour l'emploi puisque ce projet aurait créé une quarantaine de postes à Brennilis. « Bonne » nouvelle du point de vue de la cohérence environnementale et énergétique : la centrale est implantée là où existe le risque de rupture d'alimentation et pas au cœur du Parc naturel régional.

Ce sujet de la centrale cache médiatiquement les deux autres

piliers essentiels du pacte électrique breton qui donne la priorité aux énergies renouvelables (photovoltaïque, éolien, biomasse...) et à la réduction de la consommation.

**Noëlle Péc'h (Front de gauche).** C'est une bonne nouvelle mais ce n'est pas la question essentielle. Le Front de gauche réclame un débat démocratique et un référendum sur les besoins énergétiques et les solutions alternatives, créatrices d'emplois, qui permettront de sortir progressivement de la dépendance aux énergies fossiles. La transition écologique est inévitable. La planification écologique est un des piliers essentiels de notre programme. Nous n'y parviendrons que par la création d'un grand service public de l'énergie.

**Christian Troadec (divers gauche).** La centrale à gaz est un projet aberrant aussi bien sur

le plan écologique qu'économique. Pendant que l'Écosse crée 130.000 emplois dans le domaine des énergies renouvelables, la Bretagne va en générer 30 à Landivisiau en lien avec les énergies fossiles appelées à disparaître à moyen terme. Nous prenons un retard considérable. À titre d'exemple, il est bon de dire que les hydroliennes en cours de préparation à Brest pour le secteur de Paimpol sont de construction irlandaise. C'est symptomatique du retard pris en France du fait d'avoir privilégié quasiment exclusivement l'énergie nucléaire. Face à ce lobby, le public manque particulièrement d'informations. Il faut développer le solaire, l'éolien, la méthanisation à la ferme (en Allemagne 20 % des revenus des agriculteurs proviennent de la fabrication d'énergie), l'hydrolien. Comme l'Écosse, la Bretagne est en capacité à être autonome énergétiquement.

## L'avis des six autres candidats

**Marie-Anne Haas (FN).** Pour Brennilis, ce n'est pas une bonne nouvelle, car cela aurait pu créer des emplois et redonner des retombées économiques non négligeables aux monts d'Arrée.

**Jocelyne Leclerc (EELV).** Ce n'est pas une bonne nouvelle que de la voir s'installer dans celle d'à côté. Ce projet est dépassé par rapport aux politiques qu'il faut mener. La centrale de Landivisiau plomberait le bilan carbone régional qui doit réaliser une réduction des gaz à effet de serre de 20 % et la plupart des centrales à gaz d'Europe accumulent les déficits.

Le gaz provenant de Russie ou d'Algérie ne nous permet pas l'indépendance énergétique ni la réduction du chauffage électrique (d'origine nucléaire).

Nous devons réduire notre consommation annuelle par des programmes novateurs autres (isolation, maisons passives, méthanisation des ordures ménagères...). 450 millions d'euros

seraient un meilleur investissement à placer dans l'éolien offshore par exemple, et pour créer des milliers d'emploi durables et non délocalisables. EELV salue l'engagement du collectif Gaspard de dire non.

**Marie-Laurent (Parti chrétien démocrate).** Réponse non parvenue.

**André Ménesguen (NPA).** Cette centrale est une aberration. La notion de chute de tension

n'intervient plus depuis que l'on transporte à plus de 400.000 volts. La pointe de la Bretagne est alimentée par deux lignes nord-sud et une traverse permettrait le transfert de sources. En cas de grand froid, il y a un manque à gagner compensable par des économies (éclairage public, vitrines de magasins, meilleure isolation, renouvelable...). C'est depuis que l'Europe a ordonné la concurrence du pri-

vé que la porte est ouverte à ce genre de gaspillage.

**Sophie Rossigneux (Debout la France).** Bonne nouvelle car à l'heure du tout écologie, une centrale gaz ne peut être considérée comme vertueuse. Il faut être franc cependant.

La Bretagne a un souci énergétique : rapport production-consommation. Au point de vue national, il est raisonnable de préconiser de n'atteindre qu'une part de nucléaire d'environ 50 % au risque de voir s'alourdir dangereusement la facture énergétique pour les foyers français.

Dans ce cadre, la sécurité, qui n'a pas de prix, doit être renforcée et ce n'est que si l'État devient actionnaire d'EDF-GDF que nous pourrions en avoir la garantie, bien loin alors du concept défendu aujourd'hui par l'actionnariat privé ou les fonds de pension américains, mais au contraire en misant sur un investissement en recherche extrêmement important.

### Elisabeth Piro (LO) : une seule réponse

*La candidate de Lutte ouvrière, Elisabeth Piro, estime que nos cinq questions n'appellent qu'une réponse unique. « Vos questions se rejoignent toutes dans le sens qu'on ne peut y répondre sans la remise en cause de l'organisation capitaliste de la société actuelle. Les candidats de Lutte ouvrière s'affirment communistes car ils défendent une organisation de l'économie où ceux qui produisent les richesses doivent décider collectivement de ce qu'on fabrique. La propriété privée des entreprises et des banques, c'est la course au profit, la crise et le chômage. Ce sont des catastrophes sanitaires ou écologiques. Il faut mettre en place une organisation rationnelle de l'économie où l'on produit pour satisfaire les besoins de tous les hommes en mettant fin à la misère, à l'exploitation et au chômage ».*